

Canada, les premiers ministres, les premiers ministres provinciaux et les autres principaux ministres des pays du Commonwealth dans les Antilles. Nous espérons que cet événement marquera le début d'une nouvelle ère dans nos relations avec les Antilles orientales. Bien entendu, ceux d'entre nous qui représentent les provinces atlantiques ne peuvent s'empêcher de s'y intéresser spécialement, mais je pense que tous les Canadiens s'y intéressent vivement, y compris la Colombie-Britannique qui a un vaste marché d'exportation dans les Antilles, comme j'ai pu m'en rendre compte lors d'une récente visite.

Le député de Victoria-Carleton sait, bien entendu, car il a été un des promoteurs de l'Office, que cet organisme a le pouvoir d'entreprendre une mise en valeur industrielle, tout comme le gouvernement, mais on a constaté que la collaboration avec tous les gouvernements provinciaux est si étroite et soutenue que la question ne se pose presque pas. Je suis certain que le député de Victoria-Carleton a également tiré la même conclusion, lorsqu'il s'est occupé de l'établissement de l'Office. Chose certaine, nous ne voudrions pas que l'Office contrecarre les efforts des gouvernement provinciaux et des agences très efficaces établies dans les quatre provinces, en vue de stimuler l'expansion industrielle. Il existe une relation très étroite et presque constante entre les deux. En ce qui concerne la Nouvelle-Écosse, permettez que je vous dise à ce sujet un mot de M. Frank Sobey que le gouvernement antérieur avait nommé à l'Office. Il en est toujours un membre très précieux et il assume aussi la direction d'*Industrial Estates*. Cette double charge a certainement facilité la coordination.

Le maire de Saint-Jean est membre de l'Office. Suivant l'exemple de l'ancien gouvernement, nous avons essayé de choisir des personnes de toutes les parties de la région qui représenteraient toute la gamme des intérêts économiques. J'aimerais rendre hommage à tous ceux qui ont siégé à l'Office, quel que soit le gouvernement qui les avait nommés, pour leur dévouement sans défaillance, et pour avoir siégé bénévolement, comme le député de Kings (M. McQuaid) l'a signalé hier, au très grand avantage de toutes les régions du Canada.

• (4.30 p.m.)

Je partage l'avis du député de Victoria-Carleton (M. Flemming), selon lequel nous devrions songer à l'avenir. Je crois aussi que nous devrions essayer de mettre l'accent, comme je l'ai signalé hier d'une façon plutôt gauche, sur les avantages—qui ne pouvaient peut-être pas être qualifiés ainsi il y a 5, 6, ou même 10 ans—qu'apporte l'évolution des

échanges internationaux. Les nouvelles techniques de transport fourniront, je crois, aux provinces atlantiques, lorsqu'elles seront ajoutées à leurs ressources de capacité industrielle, des avantages jadis inconnus pour le développement de certains genres d'industries.

Dans ce contexte, je rappellerai aux députés que presque tout le fret tend à se déplacer du centre du Canada vers les provinces atlantiques, et que très peu de marchandises ont été expédiées en retour soit par mer, terre ou air. Il en résulte, naturellement, que l'on peut maintenant obtenir des taux très avantageux en direction de l'Ouest pour que le voyage de retour soit rentable.

Cela a profité à certains genres d'industries et a procuré un très grand avantage à l'industrie s'installant dans ces provinces, plus particulièrement si l'industrie peut allier l'exportation à la production disponible au grand et riche marché du Canada central. La société Clairtone a récemment ouvert une usine dans le comté de Pictou, et j'espère qu'elle sera un des pionniers d'un mouvement qui, à mon avis, prendra un grand essor au cours des prochaines années.

J'aimerais maintenant faire une ou deux observations sur ce qu'a dit le député de Burnaby-Coquitlam (M. Douglas). Je doute qu'il ait vraiment voulu qualifier de menue la somme de 50 millions. Je suis encore assez humble et assez vieux jeu pour penser que 50 millions, c'est beaucoup d'argent, même en 1966. Je pense parfois que nous sommes un peu trop portés à tenir pour ordinaires ces sommes de plusieurs millions.

Monsieur l'Orateur, c'est peut-être parce que j'ai grandi dans la brousse du Nord manitobain, où l'argent était assez rare, que ce sentiment s'est imprimé en permanence chez moi, mais j'ai toujours cru que la prudence était de mise quand on manipule l'argent des autres, et même le sien. Il ne s'ensuit pas, monsieur l'Orateur, que je ne consens pas à prendre des risques. En quittant ma situation pour entrer dans la politique, j'ai montré que parfois le risque ne m'effrayait pas trop. Je suis disposé à courir quantité de grands risques pour m'acquitter de mes responsabilités et pour encourager l'Office d'expansion économique de la région atlantique à s'acquitter des siennes.

**Une voix:** Encore!

**L'hon. M. Pickersgill:** Monsieur l'Orateur, les multiples pannes d'électricité en cette